



ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE

Paris, le 26 mars 2012

## **Jeunes : un devoir de confiance**

**Par Christophe Paris et Elise Renaudin,**  
**Association de la Fondation Etudiante pour la Ville**

Dans les quartiers populaires, plus de 2 millions de personnes ont moins de 25 ans. Cette jeunesse représente une force vive déterminante pour l'avenir de notre nation. Mais elle incarne d'abord son présent.

Force est de reconnaître que cette jeunesse est victime d'une double peine sociale qui la place, de facto, et contre son gré, en marge de notre société. Rappelons d'abord que ces jeunes constituent l'une des « populations » les plus touchées par la crise, cumulant le double handicap de l'âge et de la situation géographique. Ainsi 4 de ces jeunes sur 10 sont au chômage (contre deux sur 10 en moyenne), et plus de 8 élèves sur 10 des sections pour jeunes en difficulté au collège sont issus des catégories sociales défavorisées.

Cette situation tient pour beaucoup à la reproduction des inégalités sociales. Le capital social et culturel est un déterminant de réussite majeur, ce qui a pour conséquence d'enfermer de nombreux jeunes dans un avenir voué au travail précaire et aux parcours difficiles.

À cette réalité d'inégalités vécues et subies, ces mêmes jeunes doivent, de plus, faire face à une défiance sans précédent de la part de leurs concitoyens. 6 français sur 10 ont des jeunes des quartiers une image négative. Et même ceux qui portent à leur égard un regard plutôt positif ne leur reconnaissent pas les qualités de courage et de mérite, accordées aux jeunes en général<sup>1</sup>.

C'est non seulement une terrible injustice pour les très nombreux jeunes qui se battent quotidiennement pour assurer leurs conditions de vies, mais aussi pour trouver leur place dans une société qui les rejette.

Mais ce que vivent les jeunes des quartiers n'est pas à déconnecter d'un sentiment de malaise plus général de la jeunesse dans son ensemble, pour laquelle le sentiment d'insécurité sociale et de mise à l'écart est omniprésent, toutes catégories sociales confondues. Il est à noter que d'autres jeunes, notamment les habitants des territoires ruraux, cumulent à l'identique des jeunes des quartiers les mêmes difficultés en matière de mobilités, d'opportunités ou de perspectives.

C'est bien une fracture forte entre le pays et sa jeunesse à laquelle nous devons faire face aujourd'hui.

Les Français l'ont bien compris. Ils sont près de 70% à considérer que la priorité accordée aux enjeux liés à la jeunesse sera déterminante dans leur vote aux élections présidentielles. Les Français ont aussi conscience du creusement des inégalités entre les jeunes, et de la nécessité que les politiques publiques s'y attaquent prioritairement, notamment en matière d'éducation et d'emploi.

Les demandes des jeunes engagés dans des associations et celles des jeunes issus des quartiers populaires convergent de manière étonnante, alors que leurs situations sociales ne sont pas les mêmes.

---

<sup>1</sup> Cf rapport 2012 de l'Observatoire de la Jeunesse Solidaire

La première demande des jeunes est de ne plus être classés comme une catégorie à part, qu'il faudrait protéger, ou au contraire dont il faudrait se protéger. Ils sont conscients de la difficulté de la situation et sont prêts à l'affronter. Ils souhaitent être traités comme des citoyens de plein exercice, responsables et investis comme les autres générations.

Contrairement à une idée reçue, les jeunes sont autant engagés dans des associations que le reste de la population. Leurs motivations ne sont par contre pas les mêmes que les générations au dessus : ils souhaitent avant tout s'engager pour être utile de manière concrète et faire changer la société à leur niveau. Plus que de changer le monde, on pourrait dire qu'ils espèrent pouvoir changer leur monde. S'ils se mobilisent peu dans les partis politiques, ils sont en revanche plus enclins que leurs aînés à vouloir s'investir à l'avenir dans une démarche citoyenne et politique. Il faut entendre cette envie d'engagement et faire évoluer les corps intermédiaires traditionnels, pour que les jeunes puissent les investir. En effet, la place des jeunes dans les instances de représentation est infime au regard de leur poids dans la population et concourt à un sentiment de déclassement « démocratique ».

La deuxième revendication forte s'articule autour du droit à l'erreur et à la seconde chance.

Les parcours de formation et de vie professionnelle ne sont plus linéaires et les jeunes sont de plus en plus nombreux à connaître des phases de leur vie sans « statut ». Ce d'autant plus que l'organisation du système de formation initiale est encore largement tournée vers la sélection des meilleurs et laisse de côté les plus en difficulté. Ni « en formation », ni « jeune actif », ni « en recherche d'emploi », ces invisibles des données officielles existent pourtant, se comptent par milliers, et souhaitent massivement s'intégrer.

Par ailleurs, le monde du travail est régi par une génération qui privilégie les organisations hiérarchisées, verticales, alors que les jeunes développent d'autres modèles de structuration, amenés par Internet et les réseaux sociaux. Le décalage culturel est parfois très grand entre ceux qui dirigent – et recrutent – et ceux qui cherchent une place sur le marché du travail.

Il est donc nécessaire de reconnaître ces évolutions des trajectoires individuelles, d'accompagner les moments de transition et de considérer toute erreur comme un apprentissage positif.

Au final c'est bien de confiance dont il est question. Les politiques qui seront mises en œuvre à l'issue des prochaines élections présidentielles et législatives devront non seulement poser la jeunesse au cœur de leurs démarches, mais aussi inventer des politiques jeunesse, qui prioritairement visent à réduire les inégalités entre les jeunes, tout en accompagnant les jeunes vers leur accomplissement.

Une société qui ne fait pas confiance à sa jeunesse menace son développement. Nous appelons donc le prochain Président de la République à prendre profondément en compte les problématiques liées aux jeunes, particulièrement ceux des quartiers populaires et des zones rurales, et à placer ainsi la jeunesse au cœur de son projet. Il est grand temps de la considérer comme une ressource pour le présent et l'avenir du pays.